DEFENSE
DE
L'OCCIDENT

SOMMAIRE

N° 2 — JANVIER 1953 Mensuel — Prix : 100 Fr.

DEFENSE DE L'OCCIDENT

Adr. prov. : chez M. Poillot, 4, square de la Mayenne, Paris (17e)

COMITE DE SOUTIEN

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois, 700 fr. ; 3 mois, 400 fr.
Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs
Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS »
35, rue Cortambert, Paris-16e — C.C.P. 218.219 Paris

PRIMES SPECIALES A NOS ABONNES

A tout abonné d'un an nous offrons gratuitement un bon pour 300 fr. de volumes à prendre aux Editions des Sept Couleurs (catalogue en dernière page de notre couverture). En outre, tout abonné d'un an a droit avec chaque numéro à deux exemplaires de propagande gratuits de **Défense de l'Occident** qui lui seront expédiés en même temps que son propre exemplaire.

A tout abonné de six mois, nous offrons gratuitement un bon pour 150 fr. de volumes à prendre aux Editions des Sept Couleurs (catalogue en dernière page de notre couverture). En outre, tout abonné de six mois a droit avec chaque numéro à un exemplaire de propagande gratuit de **Défense de l'Occident** qui lui sera expédié en même temps que son propre exemplaire.

Tout abonné de trois mois a droit avec chaque numéro à un exemplaire de propagande gratuit de **Défense de l'Occident** qui lui sera expédié en même temps que son propre exemplaire.

AVIS IMPORTANT

Si nos idées vous intéressent, si vous êtes d'accord avec les grandes lignes de notre action, abonnez-vous ou envoyez-nous le prix du présent numéro (100 fr.) en remplissant le chèque postal accompagnant votre exemplaire. Si notre bulletin ne vous intéresse pas, renvoyez-nous le présent exemplaire sous bande affranchie à 5 francs : votre nom sera effacé sur nos listes.

Le socialisme européen doit concilier l'ordre et la liberté

Les partis nationaux en Frane ont été longtemps grevés d'une lourde hypothèque. On les accusait de considérer la question sociale comme réglée une fois pour toutes, de méconnaître son évolution et son importance, de se faire consciemment ou non les champions d'un conservatisme étroit.

Ces griefs, il faut le dire, étaient en partie fondés.

Pendant le même temps, les hommes de gauche qui définissaient la nation comme le cadre naturel de l'exploitation de l'homme par l'homme, et s'acharnaient à briser ce cadre au nom d'une prétendue fraternité internationale de classe, apparaissaient comme les seuls artisans sincères du progrès social.

Aujourd'hui, ces illusions se dissipent. Le idéologies internationales ne font plus recette. Fatigués de chevaucher des chimères, les électeurs cherchent à reprendre contact avec les réalités nationales. Cette tendance est si forte qu'elle oblige les partis d'extrême gauche à pratiquer sur le plan électoral une sorte de chauvinisme hypocrite, tandis que les sociaux démocrates et leurs alliés, menacés par ce revirement de l'opinion, tentent avec plus ou moins de succès, de fausser l'expression de la volonté populaire.

Falsification des programmes et truquage de la loi électorale témoignent avec éclat de la puissance du mouvement qui se dessine en France en faveur du nationalisme.

Cette tendance s'affirme partout en Europe et dans le monde occidental.

Portés par cette vague, les nationaux français devraient, à leur tour, jouer rapidement un rôle politique important dans le pays. Toute la question est de savoir s'ils sauront répondre à ce qu'on attend d'eux.

*
**

Les nationaux doivent bien se persuader qu'ils n'ont pas à faire face à une banale crise politique, mais à une situation révolutionnaire qui ne peut être rétablie que par des moyens révolutionaires.

Cela exclut, à nos yeux, le recours classique à la surenchère électorale.

Le malaise et l'incertitude du lendemain qui pèsent sur l'ensemble de la population, ont fait naître une véritable fièvre revendicative. Il serait chimérique de prétendre faire droit à ces revendications. Prises globalement, elles sont exorbitantes, examinées dans le détail elles sont contradictoires.

Dans leurs programmes, conçus pour rallier les mécontents, les partis d'extrême gauche nous présentent un tableau éloquent de ces contradictions.

Ils réclament le relèvement des prix agricoles pour satisfaire leur clientèle rurale, mais promettent aux citadins la baisse du coût de la vie.

Ils condamnent les marges abusives, vitupèrent contre le coût excessif de la distribution, mais s'élèvent avec vigueur contre toute mesure propre à discipliner le commerce de détail et la petite entreprise.

Ils prétendent élever le niveau de vie de la masse des salariés mais demeurent résolument hostiles à tout accroissement de la productivité qui, d'après eux, conduirait uniquement à imposer aux travailleurs des cadences infernales.

Ils se flattent de protéger la petite propriété, fruit du travail et de l'épargne, mais il s'acharnent à ruiner cette même épargne en poussant à l'inflation.

Ces contradictions et bien d'autres se retrouvent, au moins partiellement, dans la plupart des programmes. Elles ne semblent pas gêner le parlement qui propose, sans cesse, de nouveaux engagements de dépenses, mais se refuse à envisager les recettes correspondantes. Elles acculent les gouvernements les plus honnêtes à faire de la fausse monnaie et à abuser de la fiscalité indirecte moins apparente, opération qui revient à détrousser les petits épargnants et les inorganisés au profit des spéculateurs et des groupes d'intérêts constitués.

Les nationaux ne peuvent s'abaisser à de telles pratiques.

Il est cependant des revendications qui doivent être écoutées et auxquelles il faut satisfaire par priorité.

Il faut d'abord donner les moyens de vivre à ceux qui manquent du nécessaire, chômeurs, bas salariés, petits épargnants ruinés par l'inflation.

Il faut donner un toit, à des prix raisonnables, à tous ceux qui s'entassent dans des meublés et dans des locaux insalubres.

Il faut enfin réintégrer la classe ouvrière dans la communauté française en lui accordant sa juste part du revenu national, en lui assurant la suécurité de l'emploi, des conditions de travail plus humaines et la possibilité de s'élever, par le mérite, à tous les échelons de la hiérarchie professionnelle.

C'est là un programme minimum. Beaucoup le jugeront trop modeste. Tel quel, il est cependant à peu près irréalisable dans le cadre du régime, et se classera parmi les espoirs chimériques si nous ne parvenons pas à enrayer la paralysie progressive dont notre activité éconmique est menacée.

Dans le régime, en effet, l'activité économique n'est réglée ni sur les besoins réels du pays, ni sur sa capacité réelle de production. Elle demeure tributaire de la loi de l'offre et de la demande et dépend ainsi dans une trés large mesure de tout ce qui affecte les marchés internationaux.

Or, partout, dans le monde, se multiplient les signes d'une crise cyclique de sous-consommation, maladie chronique du capitalisme.

Cette crise, à peine amorcée, évoluera peut être lentement, peut-être même sera-t-elle partiellement conjurée grâce à un sursaut d'instinct de conservation. Il n'en est pas moins vrai que les marchés de l'Occident sont déjà atteints de dépression, ce qui frappe de stérilité tout programme de réforme sociale et menace les garanties légales obtenues par la classe ouvrière.

Comment, en effet, parler sérieusement de la sécurité de l'emploi quand le ralentissement des affaires contraint les chefs d'entreprise à réduire leur personnel ?

Comment attendre de l'Etat qu'il se montre plus généreux envers ceux qu'il assiste, qu'il mette en chantier et finance de grands travaux quand sa trésorerie s'amenuise en même temps que les trésoreries privées qui l'alimentent ?

Comment faire appel à l'épargne avec des chances d'être entendu quand la rentabilité des placements disparaît ?

A quoi sert enfin d'associer les travailleurs aux résultats de l'exploitation si ces résultats menacent de devenir négatifs ?

Le combat social sera voué à un échec certain s'il ne se donne que des objectifs strictement sociaux. Toute conquête sociale est illusoire qui ne s'appuie sur une économie prospère. Il faut d'abord mettre un terme aux absurdes crises cycliques de sous-consommation si nous voulons œuvrer avec efficacité sur le plan social. Or, vaincre la crise présente et supprimer dans le germe toute crise future c'est substituer à l'anarchie libérale qui les enfante périodiquement un ordre économique cohérent.

⁂

Le libéralisme a eu certes sa période de grandeur. Il a conservé longtemps des partisans éblouis par les perspectives de liberté illimitée et d'expansion continue qu'il semblait ouvrir à l'activité humaine.

En 150 ans de libéralisme ou de semi-libéralisme, le monde civilisé a connu, en effet, un prodigieux essor industriel et commercial, et subi une véritable transfiguration.

Grâce à l'utilisation massive des énergies extra-humaines, grâce à l'intervention croissante de l'automatisme, nous détenons aujourd'hui le pouvoir de produire en série la plupart des biens de première nécessité.

Une société aussi supérieurement équipée devrait jouir d'une abondance relative ; ses membres devraient ignorer la misère et l'incertitude du lendemain.

Or, fait paradoxal, le malaise et le désordre n'ont cessé de croître au sein de cette apparente prospérité.

C'est que la licence (laisser faire) et le matérialisme (enrichissez-vous !) loin d'engendrer le bien commun, comme le croyaient les économistes libéraux, sur la foi de Rabelais, de Rousseau et de Guizot, conduisait, en fait, au déchainement des égoïsmes et à la destruction progressive des liens sociaux.

Le libéralisme a, en matière professionnelle, institué la loi de la jungle.

Dans l'ordre moral et spirituel il a dévalué les vertus qui ne paient pas et instauré à leur place le culte de l'argent.

Dans l'ordre social, il a laissé dépouiller et prolétariser des couches importantes de la population au profit d'une aristocratie de la richesse sans attache avec le sol et la race, sans idéal, préoccupée uniquement d'accroître ses profits et sa puissance.

Dans l'ordre économique, il a répudié toute discipline, méconnu l'intérêt général et s'est révélé incapable de résoudre le problème capital de notre temps qui n'est plus un problème de prpoduction mais un problème de consommation.

En dépit des manipulations monétaires, des mesures de protection douanière, des plans à longue échéance auxquels ont eu recours les gouvernements de l'occident en vue de remédier à l'anarchie grandissante, le mal n'a cessé de progresser parce que l'esprit du système est demeuré inchangé.

Aujourd'hui comme hier et malgré l'absurdité manifeste d'un tel comportement, le producteur qui veut faire vivre son entreprise doit se lancer tête baissée dans la bagarre concurrentielle à la recherche d'un pouvoir d'achat que le remplacement de l'homme par la machine tend à faire disparaître.

Quand la concurrence se fait trop âpre, il fait, en désespoir de cause, appel à l'Etat. A sa requête, les gouvernements élèvent des barrières douanières pour lui réserver l'usage exclusif du marché national, et finissent par entrer en guerre afin de forcer les barrages qui lui interdisent l'accès des marchés étrangers.

Si bien que nous assistons périodiquement à des conflits géants, véritables entreprises de démolition, où disparaissent les richesses que nous ne savons pas consommer et les travailleur que nous ne savons pas employer.

*
**

Il est compréhensible que devant le caractère inhumain et démentiel de la gestion capitaliste en régime libéral, les marxistes aient cru trouver la solution idéale du problème social en dépossédant ces mêmes capitalistes de tout pouvoir économique, en nationalisant les richesses et en confiant le soin de les administrer à la puissance politique.

Cette dépossession, réalisée brutalement en U.R.S.S., s'opère progressivement dans de nombreux pays d'Europe par le truchement du dirigisme d'Etat et par voie de nationalisations partielles. Elle ne se justifiait que dans la mesure où la puissance politique eut été capable de répartir le travail et les biens dans un esprit de justice et de générosité, et où, les direc-

teurs économiques, du haut en bas de l'échelle administrative, eussent été capables de considérer leur fonction comme un apostolat et non comme un moyen d'asseoir et d'étendre leurs privilèges.

L'expérience a prouvé combien ce postulat était faux et à quel point il était dangereux, surtout en l'absence de toute sélection morale préalable, de confier à l'homme un pouvoir trop étendu, qu'il soit d'ordre économique ou d'ordre politique.

Les marxistes ont supprimé le libéralisme en même temps d'ailleurs que la liberté, mais ils ont laissé subsister l'exploitation de l'homme par l'homme.

Prétendant socialiser les richesses au bénéfice de tous, ils les ont concentrées entre les mains de l'état-major d'un parti que la terreur maintient au pouvoir.

Prétendant émanciper les travailleurs et abolir le prolétariat, ils ont prolétarisé l'ensemble de la population.

Croyant abattre le capitalisme, ils ont édifié à sa place, non pas le socialisme, mais un capitalisme d'état tyrannique et inhumain. Ils ont réduit l'homme enfin au rôle de robot et l'ont parqué dans le camp de concentration le plus vaste que l'histoire ait connu.

Mais cet ordre concentrationnaire a le mérite d'être cohérent, il échappe à l'anarchie libérale, il ne connaitra pas de crise et sa puissance matérielle pourra croître d'une façon continue.

Avec le temps, si les maîtres du Kremlin sont assez habiles pour éviter d'entrer en conflit ouvert avec le monde occidental, ils verront peu à peu, le rapport des forces internationales s'établir en leur faveur. Et si dans l'intervalle rien de sérieux n'est tenté pour redresser la situation en occident, nous courrons le risque de voir les machoires du rideau de fer se refermer sur l'Europe.

***

Si nous avons procédé à ce rapide tour d'horizon, c'est pour que les nationaux ne mesestiment pas l'ampleur de la tâche qu'ils devront accomplir et pour qu'ils puissent tirer les leçons du passé.

L'expérience marxiste prouve, jusqu'à l'évidence, qu'on n'échappe pas à la tyrannie du pouvoir économique par un simple transfert de richesses.

Si l'on veut faire un usage rationnel et humain du prodigieux appareil de production édifié par la technique moderne, ce qui importe c'est moins l'appartenance politique ou sociale des hommes qui en disposent, que leur valeur morale.

La libération de l'homme à laquelle nous entendons travailler, en accord avec toutes les forces saines de l'occident, et d'abord avec les forces nationales d'Europe, repose d'abord sur la réforme de l'homme lui-même, au sens où l'entendait Alexis Carrel, réforme qui doit précéder ou tout au moins aller de pair avec celle des institutions parce qu'elle en conditionne le succès.

Nous sommes persuadés qu'un nouveau contrat social, fondé sur le respect de l'homme, peut seul sauver ce qu'il y a de valable dans la civilisation occidentale, mais nous sommes

également persuadés qu'un tel contrat n'aura d'efficacité réelle que dans la mesure où les intéressés seront disposés à en appliquer loyalement les clauses.

*
* *

Le socialisme, pris dans son sens étymologique implique d'ailleurs plus l'idée d'une réforme morale que celle d'une réforme juridique du droit de propriété.

Il invite les hommes à se comporter en associés et non en loups.

C'est là, dira-t-on, le principe fondamental de toute vie sociale. Mais c'est un principe qui n'a pas encore droit de cité dans le domaine professionnel, et c'est pourquoi nous appartenons à une société qui se défait.

On ne peut dire en effet que les hommes se comportent en associés dans un régime où l'individu qui ne possède rien n'a aucun droit sur le patrimoine commun, la part du revenu national qui lui échoit n'étant que la contrepartie de la valeur marchande de son travail. Un tel système, tolérable tant que le travail humain nécessaire à la production conservait sa valeur, est absurde et générateur de misère à une époque où l'activité industrielle tend vers un automatisme qui réduit chaque jour un peu plus la part de l'homme.

Nous lui devons la misère dégradante des économiquement faibles, des chômeurs nécessiteux et des bas salariés, dont la force de travail ne trouve pas preneur ou est dépréciée par la connaissance des machines.

Le socialisme, tel que nous le concevons, se propose donc d'abord d'introduire le principe de l'association et la pratique de la solidarité dans le cadre de la vie professionnelle.

*
* *

Il y a un avantage pratique indéniable à mettre d'abord d'accent sur la réforme morale qu'implique le socialisme.

Il n'est pas en notre pouvoir d'entreprendre, dès à présent, la réforme des institutions, pour nécessaire qu'elle soit, nous pouvons par contre tenter, dès à présent, de faire pénétrer une conception nouvelle des rapports humains dans le domaine professionnel.

Cette tâche sera grandement facilitée par l'évolution sociale, encore sporadique mais spontanée, à laquelle nous assistons et qui se développe, très exactement dans le sens que nous souhaitons.

Devant le résultat déplorable des initiatives de l'Etat, en matière sociale comme en matière économique, des hommes de bonne volonté, venus de tous les horizons, s'efforcent de faire naître, dans le cadre limité de la profession ou de l'entreprise un climat social nouveau, et de substituer à l'ancien contrat de louage, un contrat d'association.

Cette tendance se développe chez les patrons chrétiens, chez certains éléments du groupe des jeunes patrons, et prend de la

force sous l'impulsion de divers séminaire laïcs où d'obédience confessionnelle.

Dans le monde syndicaliste, lui-même, le matérialisme traditionnel commence à être battu en brèche par diverses formations comme le G.E.R.N.O.S. : Groupement pour la recherche et l'étude d'un nouveau syndicalisme, dont les militants sont écoutés, compris et obtiennent des résultats appréciables sur leurs lieux de travail.

Ce courant, si mal connu du grand public, inquiète pourtant les marxistes et les grandes centrales ouvrières qu'ils patronnent. A telle enseigne que Force ouvrière, croit nécessaire de mettre en garde les travailleurs contre ces initiatives où, d'après elle, leur bonne volonté risque d'être prise au piège.

Notre conception du socialisme n'est donc pas une conception artificielle, elle s'appuie au contraire sur une réalité solide. Il est clair que même dans un pays comme la France, où la lutte de classe fait rage, des hommes inquiets, conscients des périls qui s'ammoncellent, tentent de se rapprocher, de se comprendre et de s'épauler mutuellement. Si ce mouvement prend conscience de lui-même, si ces efforts sont coordonnés et soutenus, nous sommes assurés de voir se dégager rapidement une élite capable de prendre la tête d'une véritable croisade en faveur d'un socialisme rationnel, libéral et humain, et capable d'entraîner les masses par leur exemple et par leurs réalisations.

***

L'une des conclusions qui se dégagent des expériences et des réalisations dont nous venons de parler, comme de l'échec des marxistes et des dirigistes, c'est qu'un socialisme à la mesure de l'homme, ne peut être instauré à l'échelle nationale et bien moins encore à l'échelle internationale par la seule décision du législateur, même si cette décision s'appuie sur une force politique toute puissante.

On n'oblige pas les hommes à se comporter en frères par décret. D'autre part, la fraternité internationale, là où elle existe, et la fratenrité nationale, elle-même, sont des sentiments faibles. Ils ne se manifestent qu'à l'occasion des périls collectifs graves et n'ont que peu d'effet dans la vie quotidienne.

La réforme des mœurs professionnelles, la formation et le recrutement d'une élite ouvrière et patronale, l'étude et la mise en application de nouveaux contrats de travail, ne peuvent donc être entrepris avec quelque chance de succès qu'au sein des communautés à effectifs réduits où l'estime, la confiance et l'amitié puissent naître entre les hommes.

Il nous parait nécessaire, en particulier, de fractionner les casernes, que sont les grandes usines, en ateliers relativement autonomes dont le personnel puisse résoudre par lui même la plupart des problèmes humains et des problèmes de production qui le concernent.

Au reste, cette réforme de structure doit revêtir un aspect beaucoup plus vaste. Ce que nous voulons, en définitive, c'est redonner à la nation tout entière, la structure communautaire

qu'elle a perdue, afin de protéger les individus contre les empiétements des pouvoirs publics aussi bien que contre ceux des puissantes coalitions d'intérêts privés.

Dans ce but nous devrons lutter contre tout ce qui tend à atténuer le sens de la solidarité, à rompre les liens naturels qui unissent les hommes, contre tout ce qui les isole et les laisse sans défense en face des trusts et des administrations tentaculaires.

*
**

Il va s'en dire que cette première phase de notre action n'exige pas que nous disposions d'un pouvoir politique étendu. La création de communautés vivantes et même d'un ensemble de communautés s'imbriquant les unes dans les autres jusqu'à former une profession organisée est avant tout du ressort de l'initiative privée. Elle peut être entreprise et poursuivie sans intervention des pouvoirs publics, en dépit même de leur hostilité.

*
**

En matière économique, tout comme en matière sociale, les nationaux devront s'inspirer de conceptions diamétralement opposées à celles qui prévalent dans le régime s'ils veulent soustraire le pays à la crise menaçante, et subsituer un ordre humain au désordre présent.

Les économistes libéraux déclarent que la France vit au-dessus de ses moyens et qu'elle doit réduire son train de vie. C'est là le point de vue de financiers chez qui le sens de l'humain et du réel se'st trouvé faussé sous l'influence d'un régime fondé uniquement sur la recherche du profit pécuniaire.

Mais si l'on considère les biens réels dont la France dispose, cette politique d'austérité semble beaucoup moins justifiées.

En dépit des dommages causés par la guerre, notre production est passée à l'indice 150 par rapport à 1938 et, sans nul doute cet indice s'élèverait encore si nous ne ressentions déjà les effets de la crise. L'homme de la rue, ignorant de la statistique, voit bien que nos magasins regorgent de marchandises, il sait aussi que nos stocks sont largement reconstitués puisque tant de travailleurs sont réduits à se croiser les bras.

M.M. Baumgartner et Mendes-France sont logiques avec eux-mêmes lorsqu'ils nous disent que nos ressources financières s'amenuisent dans la mesure où nous ne parvenons pas à vendre à l'extérieur ou à l'intérieur, ces produits de notre travail, c'est-à-dire à convertir des biens réels en papier monnaie, parce que, pour eux, le papier monnaie, et particulièrement les devises rares, sont la seule réalité tangible.

Ils ont tort, par contre lorsqu'ils nous invitent à réduire notre train de vie en proportion, c'est-à-dire à ne pas consommer ce qui est produit.

Ce sont des perstidigitateurs habitués à escamoter toute richesse non convertible en numéraire. Ce sont, en un mot, des financiers pour qui la prospérité économique doit être subordonnée à la prospérité financière.

Nous pensons, au contraire, que la finance n'est qu'une technique au service de l'économie.

Nous posons, en principe, que l'activité économique, humaine dans ses organes ,doit demeurer humaine dans sa fin, qu'elle n'a pas pour objet essentiel de gonfler l'encaisse or d'une Banque Nationale, mais d'aboutir à la consommation, acte par lequel elle entretient la vie.

C'est pour avoir obéi à de tels principes que le docteur Shacht est parvenu à relancer l'économie allemande, au plus fort de la crise. Ce qui lui a valu le qualificatif de sorcier.

*
* *

Deux voies s'ouvrent à nous.

La première consiste à suivre l'école financière dont se réclament les économistes libéraux. Nous serons alors réduits à pratiquer cette politique d'austérité dont l'Angleterre nous fournit un exemple décevant. Il faudra exporter ou mourir ; donc aligner nos prix intérieurs sur ceux du marché mondial, et ouvrir largement nos frontières afin que par réciprocité les marchés étrangers nous demeurent ouverts.

L'entreprise française devra donc courir sa chance isolement dans la grande compétition pour les débouchés. Elle le fera dans les plus mauvaises conditions possibles.

Handicapées par d'écrasantes charges fiscales (ces charges représentent 40 % du revenu national) handicapée par le coût excessif de l'énergie qui revient 50 % moins cher aux Etats-Unis, handicapée encore par le loyer trop élevé de l'argent, peu soutenue par l'épargne en raison des risques de l'opération, elle courrait à la faillite ou tomberait sous le contrôle des capitaux étrangers. Avant d'en arriver là, il aura fallu ramener le revenu des salariés au niveau de celui dont se contentent les ouvriers japonais ou au niveau des frais d'amortissement et d'entretien des machines automatiques américaines.

L'autre voie qui s'ouvre à nous, consiste à faire de la France, et si possible de l'Europe, un îlot de résistance à la crise, elle consiste à résister en bloc et non isolement grâce à une solidarité retrouvée, elle consiste à défendre obstinément le travail français et l'entreprise française comme le travail européen et l'entreprise européenne.

Cette étroite alliance économique européenne doit être préparée. A cette fin, notre économie nationale doit être soumise à une sorte de pré-cure. Dés à présent nous devons travailler à mettre l'entreprise française en état d'affronter sans dommage la collaboration avec l'économie européenne. Il faudra pour un temps, borner nos importations à ce qui nous manque, les exportations compensatrices étant effectuées par l'Etat qui comblera la marge entre les prix intérieurs et les prix extérieurs afin d'éviter un effondrement des cours sur le marché national.

Il appartiendra par contre à ce même Etat, assisté des représentants de la profession organisée, de faire pression sur

les entreprises à faible productivité et de leur donner les moyens de réduire leur coût de fabrication.

Cette politique a pour but d'éviter que les entreprises, dont la rentabilité décroit, soient contraintes de cesser toute activité alors que leur utilité économique demeure. Les interventions syndicales faites, à diverses reprises, dans ce sens, auprès des pouvoirs publics, prouvent que cette politique sera comprise de la classe ouvrière.

Mais ce repliement nécessaire ne doit pas entraîner une régression trop marquée de nos échanges internationaux.

Nous devons, en conséquence, conclure le plus rapidement possible, des accords bilatéraux ou multilatéraux par voie de clearing sur la base de l'échange : marchandise contre marchandise, avec les autres pays d'Europe disposés à accepter cette façon de procéder.

Nous serons ainsi amenés à développer plus particulièrement celles de nos fabrications qui sont assurées de trouver des débouchés en Europe et à exploiter les ressources de notre Empire qui sont indispensables à l'expansion économique du continent.

Ce commencement de division du travail à l'échelle européenne, est le prélude nécessaire à la libération des échanges intercontinentaux et à la création d'un vaste marché européen. Elle ne pourra être poursuivie avec succès que dans la mesure où la volonté de coopération des européens s'affirmera sur le plan politique et donnera lieu à des engagements précis et à long terme. Elle dépendra aussi de l'effort que nous ferons pour aligner nos prix de revient sur les prix continentaux. Cela impliquera la modernisation de notre équipement, de notre outillage, de nos méthodes de travail, la compression de nos charges fiscales et sociales, par une réduction du train de vie de l'Etat, par un perfectionnement de la Sécurité sociale, par le retour au secteur privé des entreprises que les pouvoirs publics ne peuvent gérer sainement.

Sur le plan intérieur, nous devrons veiller à ce que la production puisse être consommée ; non seulement pour élever le standard de vie de la population, mais parce que l'essor de notre industrie est étroitement lié à la capacité d'absorption du marché intérieur.

Notre régime monétaire, nos plans d'investissements, nos mœurs et notre législation sociales devront être réformés en vue d'atteindre cet objectif. Nous devons, en particulier, renoncer à la pratique du salaire fixe d'entretien et généraliser l'application des divers modes de rémunération proportionnelle qui tendent à donner aux travailleurs leur part des fruits de l'effort commun. La production nationale sera freinée par insuffisance de pouvoir d'achat si l'on ne donne pas aux consommateurs français un revenu proportionnel à cette production et capable de croître avec elle.

Nous devrons, en outre, pour des raisons d'équilibre économique autant que de justice sociale, faire en sorte que ce revenu soit étroitement associé aux besoins. Si nous ne relevons pas d'abord le revenu des petits salariés et des petits pen-

sionnés qui sont le nombre, les produits de série, capables de satisfaire un même besoin élémentaire chez un grand nombre seront invendables.

Tous ces problèmes, et bien d'autres, seront aisément résolus dans un climat social meilleur et sous l'impulsion d'une élite ayant une claire vision de ses objectifs.

Il sera aisé, en particulier, de construire des logements quand nous voudrons bien constater que nous disposons de matériaux et de main-d'œuvre inemployés.

Il serai aisé également de remettre les chômeurs au travail quand nous admettrons que le pays, capable de les faire vivre hier demeure capable de les faire vivre aujourd'hui et que, chassés de leur ancienne profession par les progrès de la technique, ils deviennent disponibles pour d'autres tâches, auxquelles il convient de les former.

Les mesures nécessaires au financement de telles opérations seront trouvées chez nous comme elle l'ont été ailleurs. Ni l'épargne, ni la monnaie ne doivent en souffrir, car le travail, source de toute richesse vraie, est leur meilleure garantie.

*
**

En résumé, la révolution que nous proposons aux nationaux d'accomplir est essentiellement d'ordre moral.

Elle veut que les relations humaines dans le travail se développent dans un climat de compréhension mutuelle et de solidarité.

Elle veut que nous donnions au pays une structure communautaire, à la mesure de l'homme, qui favorise l'éclosion et la pratique de cette solidarité.

Elle veut qu'un Etat rénové protège ces communautés et garantisse leurs libertés.

Elle veut que les droits du travail sur le patrimoine commun soient reconnus et précisés.

Elle veut que notre effort économique se donne pour objectif, le bien-être matériel des hommes et le libre exercice de leurs facultés.

Elle veut enfin que nous fassions de l'Europe, une famille de nations, assez riche en ressources physiques et humaines, et assez puissante pour être vraiment libre d'accomplir une telle révolution.

Telles sont, pensons-nous, les bases d'un socialisme à la mesure de l'homme, où les efforts individuels au lieu de s'opposer et de se détruire dans une compétition devenue sans objet, s'ajouteront les uns autres et concourront à l'édification d'un monde fraternel, plus cohérent, plus prospère, enfin ouvert à l'espoir.

L. TEISSIER.

Les Idées et les Faits

Notre position sur les problèmes d'Afrique du Nord

Deux régions bordant ce Lac Sacré qu'est la Méditerranée ont, depuis des millénaires, joué un rôle capital, déterminant dans l'Histoire du monde.

Il est à peine besoin de les nommer : à l'est, ce que l'on appelait autrefois l'Asie Mineure et aujourd'hui plus communément le Moyen-Orient ; à l'ouest, l'ensemble des territoires qui constituent aujourd'hui l'Afrique du Nord française.

C'est de l'Afrique du Nord française que nous voulons faire aujourd'hui notre propos.

Depuis l'antiquité, à travers l'histoire commerciale et stratégique du Moyen-Age et des temps modernes, cette région n'a cessé d'avoir une importance capitale.

Lorsque la France s'établit en Afrique, elle entreprit une œuvre immense. En un siècle pour l'Algérie, en quarante ans pour le Maroc et la Tunisie, la France éleva ces territoires tant au point de vue culturel qu'au point de vue économique à un haut degré de connaissance et de prospérité ; durant ce laps de temps et jusqu'à ces toutes dernières années, ces territoires connurent le plus grand calme et ni au lendemain de la défaite militaire de 1870, ni au lendemain de celle de juin 1940, on ne connut dans ces régions aucun mouvement sérieux de sédition ou de révolte.

Nous voudrions également rappeler ici que l'œuvre de pacification, d'organisation et d'élévation du niveau culturel et économique de ces pays, si elle fut menée sous la direction de la France, bénéficia de la participation d'autres peuples de l'Europe : les nombreux Italiens, émigrés en Tunisie ; les non moins nombreux Espagnols, émigrés en Oranie, contribuèrent largement à l'effort que la France ordonnait et dirigeait.

L'importance économique, politique et stratégique de ces territoires, ne devrait plus être à démontrer. Hélas, beaucoup de Français et d'Européens ne semblent guère s'en souvenir.

L'Afrique du Nord française constitue au point de vue économique une réserve de richesses encore très imparfaitement exploitée tant au point de vue agricole qu'au point de vue minier et industriel. L'agriculture est encore loin d'avoir donné tous les résultats qu'elle pourrait donner, surtout si l'on

s'en rapporte aux espoirs encourageants d'extension des productions agricoles dans le sud des territoires et en particulier dans le sud marocain.

La production minière, déjà très importante, peut être considérée comme tout à fait à ses débuts et il convient de ne pas oublier que ces territoires peuvent supporter une industrialisation très poussée étant donné leur position géographique et leur climat.

Ces territoires peuvent aussi constituer une excellente zone de peuplement pour les excédents de population européenne.

Du point de vue économique et politique conjugués, ces territoires sont en quelque sorte l'antichambre qui conduit vers le cœur de l'Afrique Noire et ses immenses richesses encore pratiquement inexploitées, voire même inexplorées.

L'Europe qui se fait a besoin de l'Afrique. Elle n'est pas concevable sans l'Afrique. L'Europe isolée ne constitue qu'un petit cap de la masse eurasiatique qui ne pourrait subsister ni économiquement ni politiquement malgré ses richesses et le génie des peuples qui l'habitent.

L'Europe a besoin de trouver en plus de ses richesses propres, les réserves de matières premières que recèle le continent africain. Elle a besoin encore pour sa population largement excédentaire d'espaces de peuplement dont un des plus favorables se trouve précisément en Afrique du Nord française.

Ce n'est donc pas le France seule qui doit s'intéresser au sort de l'ancienne Berbérie, mais c'est l'Europe tout entière qui doit considérer comme une zone d'intérêt européen dans le présent et dans l'avenir, cette partie du territoire africain.

Sans le maintien de la présence française et par voie de conséquence européenne en Afrique du Nord, il n'est pas concevable que les Européens puissent se maintenir en Afrique noire occidentale ou centrale. Il n'est peut-être même pas concevable à longue échéance que les magnifiques Afrikanders puissent se maintenir indéfiniment en Afrique du Sud, car il convient de ne pas oublier l'importance stratégique qui, *aujourd'hui comme hier*, dépasse largement, et ce n'est pas peu dire, l'importance économique et politique des territoires berbères.

Hier, au cours de la guerre 1939-45, le sort des combats fut décidé dans la première quinzaine de novembre 1942, au cours du débarquement des troupes anglo-américaines en Afrique du Nord, débarquement facilité par la politique des représentants du gouvernement de Vichy en Afrique du Nord comme en Afrique Occidentale. On a fort justement nommé ce « moment » de la deuxième guerre mondiale « le grand tournant de la guerre » ou encore « la bissectrice » de la guerre. Cela est parfaitement exact et il n'a fallu rien moins que le peu de connaissances politiques et militaires de la plupart de nos gouvernants et le poids et l'astuce diabolique de la propagande bolchevique pour que cette évidence solaire ne demeurât pas au premier plan dans tous les esprits européens, et pour qu'au contraire on considère pendant longtemps — (et beaucoup considèrent encore) — que le tournant décisif de la guerre se situe à Stalingrad.

Sans la perte de l'Afrique du Nord française, l'Axe conservait toutes ses possibilités contre l'Egypte, le canal de Suez et le Moyen-Orient, et rien ne prouve que Stalingrad lui-même dans cette hypothèse, n'aurait pas été évité.

La perte de l'Afrique du Nord française a permis la liquidation des armées de Rommel, les débarquements en Italie puis en France, l'ouverture du second front à l'ouest, et la victoire finale des Alliés.

Beaucoup de Français et malheureusement beaucoup des hommes qui se sont succédé à la direction des affaires dans notre pays depuis 1944 n'ont pas eu et n'ont pas encore une notion bien évidente de cette grande vérité historique. Aujourd'hui comme hier, nous le répétons, l'importance stratégique de l'Afrique du Nord française est déterminante dans la guerre froide et dans un conflit éventuel qui pourrait opposer demain le monde occidental et le monde soviétique.

Les Américains ne s'y sont pas trompés hier et ne s'y trompent pas aujourd'hui. L'installation de leurs bases au Maroc, les projets qu'ils forment, tant économiques et politiques que stratégiques sur l'ensemble de l'Afrique du Nord française, ne permettent à ce sujet aucun doute. Leur politique, disons le sans ambages, si elle est juste dans ses grandes lignes en parlant en termes de défense occidentale, ne l'est pas dans ses détails et sa pratique, et ne l'est surtout pas aux yeux de qui pense français ou européen.

Le gouvernement de Vichy, représentant une France vaincue et subjugée par une Allemagne au sommet de sa victoire, avait su éviter pendant deux ans, de 1940 à 1942, que des soldats allemands ou italiens, foulent — avec ou sans contrepartie — le sol de l'Afrique du Nord française.

La IVe République victorieuse, n'a pas été capable de demander, ou mieux, d'imposer à ses alliés américains des garanties, des contreparties et des conditions à la cession d'un certain nombre de bases aériennes et navales au Maroc.

Pas plus que sur le plan économique elle n'a été capable de conserver pour la France et pour l'Europe, le monopole des recherches et des exploitations minières ou pétrolifères en Tunisie, en Algérie ou au Maroc.

Elle n'a pas été capable enfin, d'empêcher que des agitateurs sans grande audience parmi les masses, et ne représentant qu'une petite minorité d'intellectuels occidentalisés dans le plus mauvais sens du terme, et quelques riches marchands, reçoivent l'appui du gouvernement démocrate rooseveltien et des grandes centrales syndicales ouvrières et patronales des Etats-Unis, gouvernement et centrales qui, les uns et les autres, subissent l'influence du capitalisme juif.

Il n'est pas exagéré de dire qu'en dépit des apparences, c'est l'idéologie rooseveltienne qui a inspiré les émeutes de Casablanca, de même qu'elle a inspiré la politique de Potsdam et de Yalta. Et le parti communiste a collaboré aux émeutes de Casablanca, comme il a collaboré, et avec joie, à la politique de Potsdam et de Yalta. Quant à ceux qui ont financé le développement d'une idéologie anti-européenne au Maroc, ce sont

les mêmes banques juives qui appuyaient en Europe la politique de Morgenthau. Et de même, lorsqu'à Paris, la Ligue des Droits de l'Homme organisa une manifestation à propos de l'assassinat de Ferhat Ached, cette manifestation était présidée par M. Kahn, et le bureau réunissait autour de lui une pléiade d'antifascistes notoires, adversaires trés décidés de toute Europe non rooseveltienne.

Il y a là une alliance qui est contre nature. Cela nous importerait assez peu si elle ne s'exerçait pas aussi en fait contre les intérêts français et européens, et nous dirions mieux encore, contre les intérêts du monde occidental pris dans son ensemble.

Nous tenons à exprimer, ici, toute notre sympathie aux régimes nouveaux qui se sont installés en Egypte et en Syrie. Rien dans les revendications nationales de l'Egypte et de la Syrie ne se trouve en contradiction avec l'intérêt de notre pays et avec l'intérêt de l'Europe. Une Europe indépendante ne peut que voir avec sympathie des régimes neufs et forts assurer l'indépendance réelle de l'Egypte et de la Syrie. Elle ne peut que souhaiter dans l'avenir que des liens d'amitié et d'alliance unissent une Europe indépendante à un bloc d'Etats décidés à assurer l'indépendance et la sécurité stratégique de la Méditerranée orientale.

Nous refusons de nous associer à la politique stupide menée par le gouvernement français, à la remorque de l'Angleterre et qui a consisté depuis la fin de la guerre à soutenir sournoisement l'Etat d'Israël contre ses voisins. Revenant à un tradition politique ancienne, la France, aussi bien que les autres pays d'Europe continentale devrait rechercher l'entente et la collaboration de l'Egypte et de la Syrie, et pour cela créer les conditions psychologiques nécessaires.

Mais ces conditions ne peuvent être des concessions sur la sécurité des arrières stratégiques de la France et de l'Europe. L'Afrique du Nord, zone essentielle, plaque tournante de toute politique d'indépendance européenne, doit être à l'abri de toute ingérance étrangère, et les pays amis de l'Europe ne doivent pas laisser certains éléments faire le jeu, dans cette zone, des intérêts soviétiques ou américains. C'est l'intérêt même de l'Egypte et de la Syrie qui ont, comme nous, à se défendre contre la double menace capitaliste et communiste, de ne pas aider, à l'autre extrémité de la Méditerranée, l'installation des agents du capitalisme cosmopolite ou du communisme.

Nous ne devons pas oublier que l'agitation en Afrique du Nord et l'ingérance dans les affaires du Maroc et de la Tunisie ne peut que faire le jeu de l'Angleterre, de la Russie et des Etats-Unis.

Si l'on examine objectivement les données du problème posé par l'agitation prétendue nationaliste en Tunisie et au Maroc, on doit constater que cette agitation fait le jeu en premier lieu du monde soviétique et du bolchevisme. Car c'est un abcès de plus dans le monde occidental et à un point dont l'importance stratégique a été évoquée plus haut.

En second lieu, éventuellement le jeu de la Grande-Bretagne

qui, en difficultés dans le Moyen-Orient, en Iran, en Irak en particulier, n'est pas mécontente de détourner l'attention du monde arabe vers l'Afrique du Nord française en lui désignant ainsi d'autres points où appliquer son activité subversive.

Troisièmement enfin, des Etats-Unis d'Amérique, et plus particulièrement du capitalisme à direction juive de ce pays, qui convoite les immenses richesses que recèle l'Afrique du Nord franaçise.

On ne voit pas par contre, en quoi une telle agitation peut servir les intérêts de la masse des populations autochtones de l'Afrique du Nord française, ni même en quoi elle peut servir l'Islam en général.

Il ne s'agit pas pour la France de pratiquer en Afrique du Nord une politique de régression et de terreur, mais une politique de fermeté, car en maintenant sa présence en Afrique du Nord, la France accomplit une mission qui dépasse son propre intérêt national et qui est véritablement d'importance européenne.

Cela n'empêche pas de faire dans ces pays une politique qui permette l'accession des masses musulmanes à un bien-être toujours plus grand, à une culture toujours plus développée, qui permette aussi l'accession des élites musulmanes aux postes de direction, en collaboration avec les Français et d'autres Européens. L'Afrique du Nord doit peu à peu se transformer en une sorte de condominium de fait, de l'Europe prise en bloc et de ses propres habitants. L'Europe ne peut, à peine de disparaître, se passer de l'Afrique du Nord et de l'Afrique en général. Elle doit sauvegarder sa présence dans ces territoires.

Le monde arabe, s'il est conséquent avec lui-même, s'il est véritablement et sincèrement anticommuniste, s'il veut devenir indépendant du capitalisme international auquel il est actuellement trop étroitement soumis, doit comprendre cette position française et européenne à l'égard du problème nord-africain. Il doit souhaiter le dialogue des masses nord-africaines avec la France et avec l'Europe pour arriver à une solution harmonieuse des problèmes qui se posent, et qui en réalité son simples car ils ne sont rendus compliqués et brûlants que d'une façon purement artificielle.

Les forces qui se réclament d'un esprit à la fois national et européen sont celles qui pourraient le plus utilement engager un tel dialogue, et, chercher, dans le respect de la culture et du peuple musulman, des solutions justes et raisonnables.

Le R.P.F. et l'armée européenne

On aura pu remarquer qu'une récente déclaration du général de Gaulle coïncide sur des points essentiels avec les idées exprimées dans notre *Manifeste* paru au mois de novembre et reproduit dans le numéro de décembre de *Défense de l'Occident*.

La thèse du général de Gaulle consiste à rejeter, comme nous, une armée intégrée faisant disparaître les armées nationales, et à réclamer une juxtaposition des armées nationales sous un état-major commun. Le terme de *coalitionnisme* employé souvent dans les discussions préparatoires de notre *Manifeste*, est employé également dans la déclaration du général de Gaulle pour caractériser la forme que peut prendre au commencement la collaboration européenne. La déclaration du général de Gaulle insiste enfin, et c'est encore une de nos idées directrices, sur la nécessité de préserver au maximum les structures nationales dans l'élaboration d'une communauté européenne.

A ces thèses, sur lesquelles nous nous félicitons d'être d'accord avec un grand parti — bien que cela ne change rien à notre point de vue sur *l'impossibilité* de l'accès de de Gaulle au pouvoir — cette déclaration ajoute toutefois des variantes qui en changent complètement l'esprit.

La première réserve introduite dans la déclaration est la clause que, dans aucun cas, les effectifs de l'armée nationale allemande ne sauraient être supérieurs à ceux de notre propre armée métropolitaine. Cette clause est très naturelle. Toutefois, elle est peu réaliste et elle procède, en outre, d'un sentiment de méfiance et d'une arrière-pensée d'hégémonie qui sont tout le contraire du véritable esprit européen.

Tant qu'une partie de notre armée sera *fixée* en Indochine, il est peu réaliste de limiter le développement des forces militaires européennes en fonction des forces stationnant sur notre territoire métropolitain. La communauté européenne a besoin d'avoir *le plus tôt possible* ses propres forces de défense. Elle ne peut attendre pour assurer sa sécurité que nous en ayons terminé avec l'Indochine. Et on ne peut exiger non plus que la défense de l'Europe soit précaire et insuffisante parce que nos forces métroplitaine ont le malheur d'être précaires et insuffisantes. Il en est de l'armée comme de l'économie. Il ne faut pas que le plus lourdement chargé ou le plus mal équipé ralentisse la cadence de tout le monde.

Que craint-on donc ? Que l'armée nationale allemande qu'on aura laissé revire se précipite en une campagne éclair

sur un territoire français mal défendu ? Cette pensée stupide est la négation de toute idée européenne. *Une guerre entre la France et l'Allemagne est désormais impensable :* cette phrase de Robert Schuman est la clef de toute entreprise de communauté européenne. Si l'on n'y croit pas profondément, il ne faut pas parler de l'organisation de l'Europe. Si l'on y croit, il faut en tirer les conséquences. Et la première conséquence est qu'il importe peu que les contingents allemands de la défense européenne soient *provisoirement* plus nombreux que les contingents métropolitains français. Si nous ne croyons pas au départ à la bonne foi de notre partenaire principal, il ne faut pas aller plus avant. Mais si nous croyons à cette bonne foi, il ne faut pas de réticence et d'arrière-pensée : quand l'intérêt général est en cause, c'est l'intérêt général qui doit nous guider. C'est toujours cette demi-confiance, ces précautions, cette manie procédurière qui ont empêché tout rapprochement sincère entre la France et l'Allemagne.

Il faut que l'Europe soit défendue par des forces européennes et il faut aussi que nous ayons confiance dans nos partenaires : hors de cela point d'Europe et point de salut.

La seconde réserve est le silence total de la déclaration sur l'alliance atlantique. Or, ce point est capital. Et c'est là-dessus, semble-t-il que le R.P.F. n'a pas encore choisi. L'Europe n'existe, l'Europe n'est une entité politique que si elle est libre de n'employer son armée qu'à sa propre sécurité et pour son propre intérêt, que si elle est libre de faire sa propre politique et non celle des autres. *Autrement, elle n'existe pas.* Voir l'avenir de l'armée européenne dans la perspective du pacte atlantique, c'est proposer seulement une solution de remplacement sur la manière d'être satellite, ce n'est pas proposer une solution européenne. Si nous devons continuer à être liés aux Etats-Unis par le contrat de salariat du pacte atlantique, ce n'est qu'une variante de se trouver mercenaire à titre individuel, mercenaire national pour ainsi dire, au lieu d'être mercenaire à titre européen.

Le sentiment national du R.P.F. a été assez fort pour l'écarter aujourd'hui des formules fumeuses de cosmopolitisme militaire européen. C'est déjà un premier pas. Il reste à comprendre que les solutions militaires effarantes qui nous sont recommandées ne sont que des conséquences d'un cosmopolitisme politique plus vaste, dont le plan d'armée européenne n'est qu'une application. Dénoncer ce cosmopolitisme nébuleux et ses arrière-pensées est le devoir de tous les nationaux. Il ne suffit pas de voir les effets et de les refuser, il faut aller jusqu'aux causes. Sauver notre armée nationale pour en faire, à côté des autres armées nationales, une division américaine, ce n'est rien. Il faut que les armées européennes coalisées forment une armée européenne unique, qui ait des alliés, s'il le faut, mais non pas des maîtres.

Le soi-disant complot nazi

La découverte du soi-disant complot nazi, révélé par les Anglais, nous en dit long sur les dessous de la politique actuelle et les graves rivalités qui commencent à se faire jour dans le camp atlantique.

Il est clair d'abord qu'il n'y a de complot du tout. Personne n'y croit. Pas même le *Monde* et l'*Aurore*. Pas même les Anglais. Que des gens sérieux et ayant occupé des postes importants s'amusent à des projets de putsch du genre plan bleu, c'est là une fantasmagorie qui n'a pas été retenue vingt quatre heures. On s'est rabattu sur *l'infiltration*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que nous avons l'intention que les hommes qui ont occupé des fonctions dans le régime national-socialiste deviennent tous chauffeurs de taxi ? S'ils rentrent dans la vie normale, ils sont spécialistes, ils essaieront de retrouver un métier, ils se feront des relations. Est-ce un complot ou un crime ? Appelons les choses par leur nom. Les Anglais ont voulu faire une *purge*, tout comme les Russes. Chez eux, cela ne conduit pas — cela ne conduit plus — à la potence mais cela conduit en prison. Prenons donc cela pour ce que c'est, une sorte de procès de Prague à l'eau de rose.

Maintenant pourquoi cette purge ? Remarquons d'abord qu'elle ne peut avoir qu'un effet, les Anglais ne l'ignorent pas : elle ramène l'Allemagne au climat de 1946 et 1947, en rappelant que l'occupant est le maître, qu'il a tous les droits, et que l'Allemand n'est rien qu'un bétail humain corvéable et arrêtable à merci. Ce brutal retour en arrière, trois semaines avant la discussion publique du traité de Bonn, qui sert-il ? Ceux qui ne veulent pas que l'Allemagne reprenne sa place dans la communauté des nations, c'est-à-dire la clique rooseveltienne qui découvre avec épouvante qu'on s'écarte de plus en plus des plans fixés en 1945.

L'étrange indiscrétion des services américains qui fit connaître *par accident* une statistique qui ne devait pas être rendue publique, et cela à quelque jours du prétendu complot, suffit à indiquer toutes les ramifications de la camarilla. Il suffit de savoir que les places subalternes dans les services américains d'occupation sont souvent remplies par de petits juifs ou par leurs créatures, installés là en 1945 et qu'on a laissés dans les mêmes fonctions. Rien n'a plus consterné tout ce joli monde que l'arrivée au pouvoir des adversaires de Roosevelt. De là, leur désir de sortir eux aussi quelque chose de sensationnel pour aider Eden, depuis longtemps leur compère, à saboter autant que possible la politique des républicains.

De toutes ces coïncidences, il résulte que, si le complot allemand est très douteux, la conspiration rooseveltienne et antifasciste, elle, n'est nullement douteuse. Après la dramatique

entrevue Churchill-Eisenhower, d'où Churchill n'a rapporté qu'une idée claire des désaccords entre les républicains et lui, et *avant* que les républicains aient pu mettre en place le nouveau personnel décidé à faire leur politique européenne, il fallait frapper et frapper vite, pour paralyser l'action des nouveaux administrateurs, et les forcer à revenir au personnel et à l'esprit de 1945. D'où l'opération policière, qui vise non pas les néo-nazis, ne soyons pas si naïfs, mais le parti libéral et les industriels de la Ruhr. C'est avec eux qu'il faut à tout prix empêcher l'entente : en rappelant qu'il existe une *Allemagne éternelle,* que l'esprit hitlérien n'est pas mort, qu'une entente avec les anticommunistes serait une catastrophe mondiale pour messieurs les progressistes, et qu'enfin il vaut mieux que tous les Européens crèvent que de voir l'Allemagne vendre des tôles et M. Achenbach arriver aux Affaires étrangères.

Ainsi la *purge* britannique a le sens qu'ont toutes les purges. Les soi-disant néo-nazis ne sont pas plus sur la route du pouvoir que les accusés des procès communistes ne sont responsables de la baisse dans la production des textiles ou des aciers chromés. Mais la *purge,* ici comme de l'autre côté du rideau de fer, a pour résultat de créer une catégorie de *suspects.* Il s'agit avant tout d'empêcher l'administration républicaine de choisir ses partenaires allemands et de jouer son jeu allemand. Il s'agit de ressuciter le mythe, qu'on voit en effet réapparaître dans notre presse, du péril hitlérien aussi dangereux que le péril communiste, *plus dangereux* même, et qu'il faut combattre *par priorité* comme on l'a fait pendant la guerre. Car, avant tout, il ne faut pas qu'il se trouve des Américains sensés pour jouer la carte européenne, *laquelle est le contraire de la carte anglaise.* Pour toutes sortes de raisons, économiques aussi bien que politique, l'Angleterre doit s'opposer de toutes ses forces à un changement de la politique rooseveltienne en Europe, qui ne peut se traduire que par un affaiblissement de la position anglaise.

Il n'y a pas d'autre complot que celui-là, et ce complot n'est pas d'hier. Il a pour centre la City, il a pour complice les *Morgenthau Boys* installés dans l'administration de l'occupation pendant sept ans, et il a pour victimes, non pas sept Allemands qui n'ont rien fait d'autre que d'être d'honnêtes serviteurs de leurs pays, mais nous tous qui avons besoin d'une Europe forte, saine et unie.

Dans la situation où nous sommes tous, il est stupide de frapper d'exclusion certains hommes en raison de leur passé ; nous ne serons pas trop nombreux pour assurer notre défense et notre liberté. Il est criminel aussi qu'un jeu d'intrigues et de machination policières vienne compliquer une situation déjà assez grave et renforcer une impuissance déjà manifeste. Si cela commence déjà, la fameuse prophétie de Staline ne serait-elle pas plus vraie qu'on ne pense ? Les Anglais comprendront-ils un jour qu'après tout, en dépit des apparences, ils sont sur le même bateau que nous ? Ou cette vérité est-elle du nombre de celles qu'ils ne comprennent qu'en entendant les toits leur tomber sur la tête ?

NOUVELLES EUROPEENNES NOUVELLES POLITIQUES

LE M.S.I. ET LES ELECTIONS AMERICAINES

Le résultat des élections américaines a été commenté de la façon suivante dans un imposant éditorial de l'hebdomadaire du M.S.I. (Mouvement Social Italien) **Lotta Politica**, publié sous la signature du Secrétaire général du Parti, Augusto de Marsanich.

« L'élection du général Eisenhower à la présidence des Etats-Unis d'Amérique marque la fin de l'après-guerre internationale et marque aussi la fin des forces politiques qui, prolongeant l'œuvre néfaste de Roosevelt, ont voulu convertir la victoire en représailles et la justice en vengeance, empoisonnant en profondeur le cœur des peuples.

. . . .

« La défaite du Parti démocrate signifie la faillite, ou plutôt la banqueroute de cette sorte de comité de libération international anti-allemand et anti-italien, qui se constitua en 1940 sous l'égide du président Roosevelt et qu'à sa mort, en 1945, un autre conserva et développa avec l'adhésion de tout ce conglomérat européen composite du socialisme démocratique, avec appendices complémentaires libéraux et maçonniques.

. . . .

« Maintenant a commencé un grand effondrement qui aura de graves répercussions sur le rôle de tous les partis politiques européens, spécialement en Italie où leurs dirigeants se montrent en proie à une véritable panique, comme des orphelins privés de leurs parents trop tôt.

. . . .

« Le Parti républicain apparaît beaucoup plus ami de la paix que le Parti démocrate, tandis que le général Eisenhower saura mieux que tout autre soumettre à un exament critique le projet d'armée européenne intégrée, qui ne sera jamais une véritable armée capable de combattre.

« Le principe du réarmement national reprendra en conséquence du prestige, pourvu que la France se convainque qu'on doit préférer une Allemagne armée à l'invasion bolchevique de l'Europe.

« Sur ces conceptions on pourra rétablir l'égalité de droits entre vainqueurs et vaincus.

. . . .

« Tous les problèmes internationaux qui étaient cachés derrière le sombre rideau créé par le gang politique opérant en deçà et au delà de l'Atlantique se clarifient et se précisent dans leurs termes réels.

« Clarifier ne veut pas dire résoudre, mais nous pouvons toutefois être certains qu'existent maintenant les éléments pour commencer une politique étrangère italienne qui ait, selon la définition de Gioberti, le sens de l'avenir. »

L'OPPOSITION NATIONALE EN SUEDE

Nous avons reçu à Paris, dans le courant du mois de janvier, la visite de Per Engdahl, président du Parti néo-suédois d'opposition nationale, qui est venu se mettre en rapports avec nous pour étudier les perspectives de la création d'un **Mouvement Populaire Européen.**

Per Engdahl est un homme connu dans les milieux internationaux et qui jouit d'une grande autorité dans les pays nordiques. Le **Secolo,** quotidien de Rome, décrit ainsi l'activité de son parti :

« Le **Nysvenska Roerelsen Svenska Opposition** (Mouvement néo-suédois d'opposition nationale), qui tend à prendre une place importante dans la politique suédoise, a été fondé par le docteur Per Engdahl.

« Son programme allie le national et le social en une synthèse qui apparaît bien comme le signe distinctif du XXe siècle.

« Il s'élève aussi énergiquement contre le capitalisme que contre le bolchevisme, heureusement sans influence en Suède, et proclame la nécessité de réagir contre un capitalisme bourgeois qui a instauré en Suède une civilisation mécaniste standardisée. Sous une façade pseudo-démocratique, un capitalisme avide a instauré une dictature bureaucratique dont l'expression est cette civilisation mécanique, responsable d'une inquiétante augmentation de la criminalité et d'un chômage qu'il n'arrive pas à résorber.

« Per Engdahl proclame la nécessité d'un état fort, qui soit le point de rencontre de toutes les exigences sociales et place au centre de son programme la solution des problèmes sociaux. L'ordre économique bourgeois sera remplacé par l'instauration du régime corporatif, les rapports du travail et du capital seront fixés sur un plan d'égalité et d'association. Au lieu de se combattre les groupes sociaux seront appelés à collaborer.

« En politique extérieure, le Parti néo-suédois vise à l'union des Etats européens, sur la base essentielle du principe nationaliste. Libre de toute sujétion envers les Etats-Unis comme envers l'Union soviétique, cette union des nations européennes constituerait une Troisième Force mondiale, au sein de laquelle la Suède pourrait jouer un rôle important par une saine politique de neutralité active, qui lui permettrait d'aplanir les difficultés et les méfiances existant entre les grands peuples européens.

Nous souhaitons bonne chance au **Nysvenska Roerelsen** dans le combat qu'il mène dans son pays et nous remercions le Dr Engdahl pour l'intérêt qu'il a bien voulu montrer à notre initiative dont il a été décidé que l'étude serait poursuivie sur le plan juridique avec des représentants des mouvements amis danois et norvégiens.

L'OPPOSITION NATIONALE EN HOLLANDE

Parmi les groupements étrangers qui ont manifesté de la sympathie pour notre proposition d'un Mouvement Populaire Européen, se trouve notamment la Werkgemeenschap Europa in de Lage Landen (Communauté de travail pour l'Europe dans les Pays-Bas) de Paul van Tienen, dont le siège est à Amsterdam. Ce mouvement définit ainsi ses directives :

« La Werkgemeenschap Europa a été fondée tout récemment, le

1er janvier 1953, pour réunir deux organisations analogues existant, l'une en Flandre et l'autre en Hollande, et il a été décidé, en outre, que, si une troisième organisation de même type se réunit en Wallonie, elle ferait partie également de l'organisation commune.

La Werkgemeenschap Europa réclame une unification de tous les Pays-Bas avec leurs 19 millions d'habitants. Elle considère que ces Pays-Bas unis se rattachent naturellement à la communauté culturelle germanique, qui forme avec la communauté culturelle romane et la communauté culturelle slave, les trois grands groupes linguistiques et ethniques dont la collaboration doit permettre d'édifier une Europe unie et indépendante.

Fidèle à la communauté de pensée des mouvements nationaux européens et décidés à s'opposer à tout mouvement menaçant par une politique de haine et de ressentiment, l'unité indispensable de l'Occident, la Werkgemeenschap Europa voit dans le sentiment national et la compréhension européenne les deux éléments fondamentaux de toute politique future ; convaincue qu'un peuple européen ne peut trouver sa grandeur que dans la force de l'Europe et que de même l'Europe ne peut être forte que par la prospérité des différentes parties de cette unité organique. Elle travaillera de toutes ses forces à développer le sentiment national dans les Pays-Bas, en même temps qu'à engager résolument et en plein accord avec lui, le peuple des Pays-Bas vers la réalisation de la grande tâche d'unité de notre temps. »

***

La Werkgemeenschap Europa vient de faire récemment des progrès remarquables. Très violemment attaquée par les grands quotidiens marxistes et démocrates-chrétiens, par **Het Parool** en particulier, le groupe de Van Tienen a recueilli en quelques semaines non seulement de très nombreuses adhésions individuelles, mais encore des adhésions d'organisations entières qui sont venues grossir considérablement ses effectifs. L'affolement de la presse marxiste néerlandaise et ses titrages sur quatre colonnes, citant les chiffres les plus fantaisistes, ne doivent pas nous faire oublier que le groupe de Van Tienen est comme tous les groupes jeunes et qu'il a besoin de s'asseoir solidement dans l'opinion de son pays. Mais il est encourageant et salutaire de voir comment, en quelques mois, par sa seule volonté, dans un pays durement « épuré » et aussi difficile que la France, Paul Van Tienen a pu donner naissance à un mouvement jeune et vigoureux.

L'EURAFRIQUE D'ANTON ZISCHKA

Sans attendre l'analyse plus complète que nous lui consacrerons dans un prochain numéro de « Défense de l'Occident », nous voulons dès maintenant signaler à l'attention de nos lecteurs un livre important du célèbre géopoliticien allemand Anton Zischka qui vient de paraître en traduction française sous le titre « Afrique, complément de l'Europe ». (Éditions Robert Laffont).

L'idée directrice de cette savante étude qui est en même temps une anticipation hardie et excellente sur un avenir qui nous semble actuellement encore indéchiffrable est que l'Eurafrique, cette réalité géographique, pourrait, à condition de devenir éga-

lement une réalité économique et politique, constituer cette troisième force, gage de paix à laquelle aspirent ces forces nationales d'Europe dont le mot d'ordre est : « Ni Washington ni Moscou ».

Une Europe libre et forte, pense Zischka, pourra agir en sorte qu'aucun des deux blocs n'ait à redouter que son potentiel soit utilisé par l'adversaire.

Mais cette Europe ne peut naître qu'à deux conditions.

La première est qu'elle réalise, « dans la justice et dans la tolérance », cette unité qu'à défaut d'autres raisons sa sécurité lui commande, et la seconde qu'elle mobilise toutes ses ressources matérielles et intellectuelles pour la mise en valeur commune des territoires africains.

Seule une Europe orientée vers l'Afrique pourra convaincre l'U.R.S.S. qu'elle ne travaille pas pour l'Amérique et que par suite aucun danger ne la menace. Seule une Europe trouvant en Afrique du travail et du pain pour tous pourra démontrer à l'Amérique qu'elle ne risque plus d'être contaminée par le communisme et qu'elle est en mesure de se défendre contre toute agression d'où qu'elle vienne.

On voit assez par ce qui précède combien les thèses de Zischka sont proches de celles de Bardèche ; quand on aura ajouté que Zischka stigmatise également les délires verbaux de l'antibolchevisme et de l'antifascisme, ces « formes similaires d'assassinat » et qu'il insiste avec force sur le besoin vital que l'Europe a de la paix pour réaliser l'ambitieux et urgent destin qu'il lui assigne, on ne pourra que se réjouir de constater cet accord des cerveaux les plus lucides de l'un et de l'autre côté du Rhin sur les conditions de notre salut.

POUR UNE POLITIQUE D'APAISEMENT ET DE RECONCILIATION

Au moment où la coalition marxiste-rooseveltienne monte en épingle les procès d'Oradour et du Struthof soigneusement gardés en réserve pour torpiller au bon moment toute politique de réconciliation européenne, signalons par contre l'intelligente campagne de certains milieux anglais et américains pour faire prévaloir un abandon à peu près complet de la position jurdique absurde des Alliés à l'égard des soi-disant criminels de guerre. A la tête de cette campagne se trouvent Lord Maugham qui fut Chancelier dans le Cabinet britannique de 1938-1939, et Lord Hankey, qui fut de 1924 à 1942 secrétaire du Conseil des ministres, et, à ce titre, membre du cabinet de guerre de Churchill.

Voici comment le commentateur d'une grande revue américaine, la **Political Science Quaterly,** présente à ses lecteurs le dernier livre de Lord Maugham (1) :

Le commentateur cite d'abord avec approbation les passages dans lesquels Lord Maugham conteste à la Charte du Tribunal d'avoir été « l'expression de la loi internationale au moment de la création de ce tribunal. » « La Charte du Tribunal de Nuremberg ne pouvait avoir pour prétention ou pour but d'exprimer la loi internationale. Quatre nations ou quatre juges nommés par ces nations n'avaient aucune qualité pour édicter une loi internationale qui n'avait jamais été auparavant portée à la connais-

---

(1) *UNO and War Crimes*, by Viscount Maugham, with a Postscript by Lord Hankey. London, J. Murray, 1952.

sance de l'opinion mondiale ou acceptée par la communauté des Nations. » L'auteur approuve également Lord Maugham lorsqu'il nie que le Pacte Briand-Kelley fournissait une base légale suffisante en ce qui concerne les crimes contre la paix. « La plus grande faute de la Charte, écrit Lord Maugham, fut de faire de la participation à une guerre d'agression ou à une guerre contraire aux traités conclus un crime terrible punissable comme la plus grave des penalités. » Un rapide résumé des précédents historiques l'amène à cette conclusion qu'« il nous impossible d'être sûrs que nos ennemis étaient bien les agresseurs et que nous étions tout à fait étranger à la pensée d'une agression. » Il ajoute que la Conférence de Londres qui rédigea la Charte dut s'avouer impuissante à donner une définition de l'agression. Et il est dommage que ni Lord Maugham ni l'auteur de l'article ne citent ici la définition de l'agression que proposa le juriste juif Gross, qui se trouvait être le représentant de la France, définition rapportée dans le compte-rendu de cette conférence édité par Justice Jackson, procureur général du tribunal de Nuremberg : « On appelle guerre d'agression une guerre engagée pa l'une des puissances de l'Axe. » On n'osa tout de même pas adopter cette analyse simple et directe, qui tranchait, comme on voit, le nœud gordien, avec beaucoup d'esprit juridique.

Lord Maugham et Lord Hankey sont révoltés non seulement par la faiblesse juridique, mais aussi par « l'injustire totale de ces soi-disant règles de la loi internationale ». « Je ne vois pas, écrit pour conclure Lord Maugham, comment des hommes comme Nelson et Wellington auraient échappé à la potence en cas de défaite de l'Angleterre, si une telle loi avait existé de leur temps. »

De la postface de Lord Hanney, l'auteur de l'article extrait quelques citations. Lord Hankey est convaincu que du point de vue juridique, aussi bien que du point de vue politique et moral, le procès de Nuremberg fut une effroyable faute. « De toutes les injustices qu'on puisse infliger à un ennemi vaincu, les procès de crimes de guerre sont la plus insultante, la plus humiliante, et la plus contraire au droit... » « Soumettre un ennemi vaincu à un procès ddloyal, le charger d'un crime sans apporter la preuve qu'il l'a commis, et lui faire payer la rancune et la haine émotives des masses, n'a pour effet que d'éterniser les inimitiés nationales et d'empêcher la réconcliation nécessaire à un monde pacifique. »

Et Lord Hankey conclut : « Il ne peut y avoir de renaissance de l'Europe sans la collaboration active et loyale de tous les éléments de la population allemande. »

Etudes et Tribune libre

LA VIE EN ALLEMAGNE DE L'EST

Nous donnons, à titre documentaire, deux extraits de rapports sur la vie dans la zone soviétique d'Allemagne. Le lecteur n'oubliera pas, spécialement en ce qui concerne les interventions du Ministère de la Police à l'usine et dans la vie privée, ainsi que les arrestations arbitraires, que ces conditions de vie ont été celles que les sous-ordres juifs des autorités d'occupation ont infligé à la population allemande des autres zones d'occupation entre 1945 *et* 1948. *Notre conclusion : évacuation de toute l'Allemagne par les Américains comme par les Russes, évacuation progressive de l'Europe par les Américains comme par les Russes, c'est une Allemagne libre dans une Europe libre qui doit décider seule de son régime et de son destin.*

L'importance du Ministère de la Police dans la vie courante des citoyens de la zone soviétique d'Allemagne devient de plus en plus grande. Le Service de Sûreté (S.S.D.) a fini par se charger de tâches de plus en plus nombreuses réparties entre ces trois sections : contre-espionnage, contre-sabotage, section contre les groupements illégaux.

A la tête du Ministère de la Police se trouve Wilhelm Zaisser, qui fut connu sous le nom de général « Gomez » dans la guerre civile espagnole. Il a reçu son éducation à Moscou. Comme chef du Ministère il n'est qu'un récepteur des ordres soviétiques. A côté de chaque chef d'une section du Ministère, se trouve un officier soviétique de la M.G.B., qui est le vrai chef. Les employés du Ministère de la Police ont tous les grades de la police populaire, mais par principe ils ne portent pas l'uniforme.

Dans toutes les grandes entreprises il y a des employés qui sont chargés de la surveillance permanente des ouvriers. Personne ne connaît les employés du S.S.D. parce qu'ils travaillent comme collaborateurs de la direction du personnel ou sous un camouflage analogue, et ils se servent d'agents provocateurs. On trouve de tels agents même dans de petites entreprises, dans lesquelles le Ministère de la Police ne délègue pas spécialement un agent.

Le territoire de la « Wismuth A.G. », toutes les mines d'uranium sont spécialement surveillés. Le jugement porté sur les ouvriers et sur leur rendement, est basé sur des normes particulières. Qui ne remplit pas son quota est classé comme saboteur. Au reste, on a créé sous le nom de « crimes commerciaux » une nouvelle catégorie d'affaires pénales. Ainsi on donne au S.S.D. des occasions plus nombreuses pour arrêter des hommes innocents et pour les faire disparaître. D'autre part, la limite d'âge des personnes qui peuvent être arrêtées par le S.S.D. pour des motifs politiques a été reculée de 16 à 14 ans.

Le travail du S.S.D. ne peut être réalisé que par un grand

nombre d'auxiliaires volontaires ou involontaires, qui agissent comme agents provocateurs. Les collaborateurs volontaires sont d'ordinaire des militants ou fonctionnaires du S.E.D. (le parti communiste), qui sont intéressés à la poursuite du système et qui voient dans chaque adversaire du système, même quand il appartient à leur famille, un ennemi personnel. En outre, il y a des dénonciateurs « de naissance » qui se sentent une vocation de « sauveurs de l'Etat ». En vérité ce n'est que du sadisme, qui les pousse à agir ainsi. Ces manœuvres ne sont pas très dangereuses parce que ces agents ne cachent pas leur caractère. Les auxiliaires involontaires sont ceux qui sont « chargés » par leur passé, parce qu'ils ont commis quelque erreur. Le S.S.D. leur donne l'occasion de se réhabiliter. Beaucoup d'eux souffrent de cette collaboration forcée, mais ils n'ont pas la force de s'en dégager. D'autres n'acceptent cette obligation que pour gagner du temps. Ils espèrent que le temps changera cette situation. Mais cela est toujours une erreur parce que le S.S.D. ne laisse en paix aucun de ceux qui ont accepté de travailler pour lui. Celui qui ne remplit pas ses missions à la satisfaction du S.S.D., est un jour arrêté lui-même. Celui qui reste ferme et feint d'être bête et ne se laisse intimider par aucune menace a toujours la chance d'être renvoyé sans être obligé de faire l'espion. Mais il faut qu'il se taise absolument.

Naturellement, le S.S.D. ne parle pas du « service de contre-espionnage ». On s'exprime plus élégamment. Quand on veut s'assurer la collaboration de quelqu'un, on lui demande s'il ne veut pas mettre ses forces et ses capacités au service de la reconstruction pacifique de la République Démocratique Allemande. Il est difficile de dire non, mais il faut savoir qu'en disant oui, on prend l'engagement d'agir contre les ennemis de la République Démocratique (communiste), de les mettre hors d'état de nuire, bref d'agir en qualité d'espion.

Ainsi y a-t-il des milliers de personnes qui travaillent pour le S.S.D., volontairement ou par contrainte, fidèlement ou non, reconnaissables ou bien camouflés. Il font peur à toute la population et provoquent un sentiment de précarité et de surveillance constante. Il y a des inquiétudes même dans la famille et chaque père doit s'attendre à ce que son fils ait l'ordre de le surveiller. Il faut que le chef d'une section se méfie de son secrétaire, le médecin en chef de l'infirmière, le professeur de ses élèves.

Peu d'agents du S.S.D. reçoivent un salaires fixe. Pour des missions spéciales on donne des récompenses qui vont de 100 marks-est à 500 marks-ouest, toujours d'après l'humeur du chef soviétique.

Le S.S.D. trouve toujours un motif pour arrêter quelqu'un. De nombreux suicides d'hommes innocents sont dûs au S.S.D. Maintenant on ne publie plus les arrestations comme autrefois. On donne rendez-vous à la victime au bureau de travail, à l'office d'habitations, etc., pour l'y arrêter. On dit aux parents que le disparu a quitté le bureau après avoir fini ses affaires et qu'on ne sait rien.

En général les arrestations sont ordonnées par l'administration locale du Ministère de la Police. On ne donne pas de

mandats d'arrêt au sens de loi, mais des autorisations d'arrestation.

Les hommes arrêtés restent souvent plusieurs mois en prison préventive sans savoir pourquoi ils ont été arrêtés. On les traîne d'une prison à l'autre sans les interroger. Parfois, on les congédie après 8 ou 10 mois de prison et sans leur avoir dit la raison de leur arrestation. Toutefois, toute arrestation est l'occasion d'engager les personnes arrêtées à jouer le rôle d'un espion .Beaucoup d'entre eux acceptent parce qu'une longue détention les a rendus nerveux. Mais une fois ou l'autre, ils sont les victimes de ce pacte qui devient de plus en plus difficile à remplir. Quelques prisonniers ne donnent leur accord que pour être congédiés. Ils profitent de la première occasion pour fuir à l'ouest.

Il y a des interrogatoires différents. Ils sont plus rigoureux et plus sévères quand le détenu ne convient pas de son crime. Les tortures pratiquées ne sont un secret pour personne. On a des cellules tout à fait sombres et d'autres qui ont le jour et la nuit une lumière éblouissante. Dans de nombreuses prisons, il y a des chambres de question, par exemple dans celle de Leipzig-Leutzsch, où il y a une cellule de 1 m. 65 de hauteur, qui a un plancher en pente afin que les détendus ne puissent rester debout ni s'asseoir. D'autres ont un appareil de chauffage spécial, qui produit une température de 65 degrés. Dans les caves, il y a des cellules inondées dans lesquelles l'eau monte jusqu'au cou. Le mauvais traitement pendant l'interrogatoire dépend de la brutalité de l'employé. Le point essentiel reste la confession du détenu, comme ce fut le cas dans les enquêtes sur les soi-disant crimes de guerre.

*
* *

Le territoire de la zone soviétique n'a pas été — comme on le croit souvent — un territoire essentiellement agricole jusqu'à la fin de la guerre. Il correspond dans sa structure économique à l'ensemble de la structure de l'Allemagne jusqu'à 1945. Seuls, les territoires, maintenant au delà de la frontière Oder-Neisse, étaient en grande partie des territoires ruraux.

L'industrie de la zone soviétique, particulièrement la sidérurgie en Saxe et Thuringe, et l'industrie chimique en Saxe-Anhalt souffrent beaucoup du manque du charbon, de fer et d'acier, qu'on ne trouve pas dans la zone soviétique.

En outre, la zone soviétique a été plus dévastée par les événements de la guerre que l'Allemagne de l'ouest. La raison en a été la plus grande intensité des combats, les vastes démontages de l'industrie et enfin la réquisition des bestiaux.

En comparant la situation économique de la zone soviétique et celle de la République fédérale, il faut donc remarquer que la situation de départ est pire dans la zone soviétique à cause des motifs précités.

Par rapport à la situation de départ en 1945 le développement dans la zone soviétique s'était fait beaucoup plus vite que dans la République fédérale, surtout avant la réforme monétaire. Cette évolution a été souvent interrompue par des réqui-

sitions sur la production courante et par des conditions naturelles défavorables, dans le domaine agricole.

A partir d'octobre 1947, pour provoquer un essor de la production, l'administration militaire soviétique a eu recours au système des activistes et des primes. Malgré un certain développement des normes de rendement, ce système, en raison des fonctions soviétiques, sur l'économie de l'Allemagne de l'Est, n'a pas amené une amélioration des conditions de vie de la population. Le niveau du standard de vie se situe environ à un tiers de celui de la République fédérale.

En jugeant des chiffres fournis dans la zone soviétique, il faut tenir compte de la diminution de qualité, surtout lorsqu'il s'agit des marchandises du commerce collectivisé. Même en tenant compte du fait que nous n'avons pas de chiffres sûrs, on estime qu'en prenant pour terme de comparaison la production de 1936, le niveau de la production se trouve à l'indice 130 dans la République fédérale et à l'indice 85 dans la zone soviétique.

On peut juger la situation économique dans la zone soviétique d'après le système du rationnement. Abstraction faite des vivres, qui sont encore rationnés, les prix sont beaucoup plus élevés qu'ils ne sont en Allemagne-ouest.

Naturellement cette politique de prix se fait sentir surtout sur les pauvres. Pour les textiles, qui sont d'une mauvaise qualité, les prix sont plus élevés que ceux de la République fédérale.

En 1950, on a distribué 6 millions de paires de souliers à 18 millions d'habitants. Probablement la population ne profitera de la production de la zonne soviétique qu'en 1955, de sorte qu'à cette date chacun peut espérer obtenir une paire de souliers.

Le change du mark oriental au mark occidental donne un reflet proportionnellement vrai de la situation économique. La thèse du gouvernement d'Allemagne orientale, selon laquelle les mesures économiques prises favorisent les ouvriers n'est pas exacte, parce que la rétribution du travail aujourd'hui est plus basse qu'autrefois. Le salaire du travail est automatiquement tenu bas. Quand un ouvrier travaille davantge, les normes du travail montent, mais les salaires restent à la même hauteur.

Le système de l'exploitation des capacités de travail atteint surtout la jeunesse et les femmes. A tout cela se joint le fait que les impôts sont doublés par rapport à ceux de la République fédérale. (621,42 marks contre 367,30 marks.)

La différence est surtout réalisée par des impôts indirects.

La comparaison des impôts sur la consommation pour l'année économique 1949-1950 donne un indice de 88,19 dans la République fédérale en face de 311,40 dans la zone soviétique. A cette occasion il est intéressant de mentionner que 40 % des bénéfices des grands magasins collectivisés proviennent des impôts sur l'eau-de-vie.

Le résultat de ces conditions de vie s'expriment clairement en comparant les naissances et les morts. En comparaison de la République fédérale, il manque dans la zone soviétique un million d'hommes. Ce déficit d'un million se décompose en 600.000 morts prématurés et 400.000 naissances en moins.

TARIF DE PROPAGANDE

Pour ceux de nos camarades qui trouvent trop élevé le prir du présent bulletin, établi en tenant compte de nos suppléments éventuels, brochures, tracts, etc., ainsi que de l'augmentation probable de notre nombre de pages dans les numéros suivants, nous pouvons, sur leur demande, leur accorder le bénétce de notre tarif de propagande (le numéro : 50 fr.).

ENVOIS DE PROPAGANDE

Pour ceux de nos camarades qui ont le moyen de distribuer autour d'eux des exemplaires de propagande, nous pouvons, sur leur demande, leur envoyer, ou envoyer à l'adresse indiquée par eux, des exemplaires à tarif réduit de propagande (le numéro : 50 fr.), contre virement correspondant à notre compte de chèques postaux, « Les Sept Couleurs », C.C.P. 218.219 Paris.

CATALOGUE

des Editions « Les Sept Couleurs », 35, r. Cortambert, Paris-16ᵉ

Ouvrages de **Robert BRASILLACH**

Poèmes de Fresnes	240 fr.
Lettre à un soldat de la classe 60 .... (en réimpression)	240 »
Chénier	150 »
Les Quatre Jeudis	690 »

Ouvrages de **Maurice BARDECHE**

Lettre à François Mauriac	360 fr.
Nuremberg ou la terre promise (épuisé)	480 »
luxe (épuisé)	900 »
Nuremberg II ou les faux monnayeurs	450 »
luxe	750 »
L'œuf de Christophe Colomb	390 »
luxe	900 »

Le Gérant : G. FONTENAY. — Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis-Xᵉ